



C_2016_032

**EXTRAIT DES REGISTRES DES DÉLIBÉRATIONS DU
CONSEIL D'AGGLOMÉRATION**

SÉANCE DU JEUDI 31 MARS 2016

Direction Générale des Services
Gestion des Assemblées
Finances et Conseil de Gestion

L'an deux mille seize le trente et un mars à dix huit heures, le Conseil d'agglomération, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, en séance publique, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Monsieur Olivier AUDIBERT-TROIN, Président.

Nombre de Membres		
Affiliés au Conseil Communautaire	En exercice	Qui ont pris part à la délibération
63	63	60

**Objet de la
délibération:
Vote des taux de
fiscalité 2016**

PRÉSENTS :

Olivier AUDIBERT-TROIN, Claude PIANETTI, Jacques LECOINTE, Claude ALEMAGNA, Alain PARLANTI, Bernard CHILINI, Liliane BOYER, Valérie MARCY, Gérald PIERRUGUES, Gilbert GALLIANO, Raymond GRAS, Hugues MARTIN, Daniel MARIA, Fabien MATRAS, Nicole FANELLI, Richard STRAMBIO, Georges ROUVIER, Serge BALDECCHI, Yves BACQUET, Christophe CARRIERE, Frédéric MARCEL, Franck AMBROSINO, Anne-Marie AMOROSO, Alain CAYMARIS, Stéphan CERET, Christine CHALOT-FOURNET, Bernard CHARDES, Brigitte DUBOUIS, Francine FIORINI, Sylvie FRANCIN, Mathilde KOUJI-DECOURT, Yves LE POULAIN, Françoise LEGRAIEN, Florence LEROUX, Grégory LOEW, Fabrice MAGAUD, André MENET, Jacques MICHEL, Jean-Pierre MOMBAZET, Christine NICCOLETTI, Michèle PELASSY, Thierry PESCE, Christine PREMOSELLI, Francine REGAZZETTI, Régis ROUX, Thierry RUDNIK, Jean-Daniel SANTONI, Sylvain SENES, Alain VIGIER

REPRÉSENTÉ(S) :

Sophie DUFOUR pouvoir à Frédéric MARCEL, Jutta AUGUIN pouvoir à Francine FIORINI, Alain BOUCHER pouvoir à Olivier AUDIBERT-TROIN, Caroline COLLOMBAT pouvoir à Bernard CHILINI, Anne-Marie COLOMBANI pouvoir à Jean-Daniel SANTONI, Nathalie GONZALES pouvoir à Alain PARLANTI, Malika GUELLATI pouvoir à Michèle PELASSY, Marie-Christine GUIOL pouvoir à Jacques LECOINTE, Alain HAINAUT pouvoir à Richard STRAMBIO, Laure REIG pouvoir à Fabien MATRAS, Valéria VECCHIO pouvoir à Thierry RUDNIK

ABSENT(S) :

Gilbert BOUZEREAU, Sandrine MARY-BOUZEREAU, David SONNEVILLE

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Madame Mathilde KOUJI-DECOURT

RAPPORTEUR : Monsieur Serge BALDECCHI

Transmis le :**04 AVR. 2016**

**Au Représentant de l'État,
conformément aux dispositions
de la loi du 2 mars 1982**

Cette délibération de vote des taux de fiscalité s'inscrit pour la Communauté d'Agglomération Dracénoise comme pour l'ensemble des Etablissements Publics de Coopération Intercommunale, dans le contexte de la réforme de la taxe professionnelle initiée en 2010 avec sa suppression.

Il est rappelé que suite à cette réforme, la répartition des impôts locaux entre les différentes collectivités locales a, en effet, été profondément modifiée.

Ainsi, dans le cadre des lois de finances 2011 et 2012, de l'article 1609 nonies CII du Code Général des Impôts, les EPCI sont depuis le 1er janvier 2011 attributaires de la fraction départementale de la taxe d'habitation, de la fraction départementale et régionale de la CFE et de la taxe sur les propriétés non bâties et d'une fraction de frais de gestion auparavant perçus par l'Etat.

Il est rappelé qu'en 2015 il avait été proposé de ne pas augmenter les taux de Cotisation Foncière des Entreprises (28,30%), Taxe d'Habitation (7,22%), Taxe Foncière sur les Propriétés Non Bâties (3,89%) , et de fixer le taux de Taxe Foncière sur les Propriétés Bâties à 3%.

En conséquence et au vu de l'avis favorable de la commission des finances en date du 17mars 2016, il est demandé au Conseil d'agglomération de bien vouloir voter les taux de fiscalité 2016 comme suit :

Taux de CFE	28,30%
Taux de Taxe d'Habitation	7,22%
Taux de Foncier non Bâti	3,89%
Taux de foncier Bâti	3,00%

Envoyé en préfecture le 04/04/2016

Reçu en préfecture le 04/04/2016

Affiché le **07 AVR. 2016**

ID : 083-248300493-20160331-C_2016_032-DE

Le Conseil d'agglomération, après en avoir délibéré, par 57 voix pour
3 abstention(s) :
Franck AMBROSINO, Thierry RUDNIK, Valéria VECCHIO
décide d'adopter cette délibération.

Fait à Draguignan, le jeudi 31 mars 2016

Olivier AUDIBERT-TROIN



Président
Député du Var

Conformément au Code de Justice Administrative un délai de deux mois est ouvert à partir de la notification ou de la publication de la présente délibération pour contester celle-ci devant la juridiction administrative territorialement compétente. Dans ce même délai, la présente délibération peut être contestée devant l'autorité dont elle émane par l'exercice d'un recours gracieux. Ce recours suspend le délai de recours contentieux jusqu'à la réponse de ladite autorité ; le silence gardé pendant plus de deux mois vaut rejet.